



REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
N° DCM 2017 – 13**

Séance du 1^{er} mars 2017

Secrétaire de séance : PERRIER Thierry	Convocation : 23 février 2017
Nombre de membres en exercice : 28	Nombre de membres présents ou représentés : 28

Etaient présents :

MEISSONNIER Jean-Luc – SOULIER Alain – PERRIER Thierry – GAUTIER Sandrine – KASZUBA Christophe – MONIN Séverine – CONTENSEAU Carole - RIBEIRO David – SUAY Régine – MARTY Philippe – DESTAILLATS Aline – CORDEAU Damien – VANGREVELYNGHE Patricia – AMALVY Marie-Thérèse – RODENAS François – MAZOLLIER Elisabeth – JODAR Mélissa – DUCAMP Ludovic – DE LA CLERGERIE Jean-Luc – SIMAR Morgan – VIDAL Stéphane – ARMAND Aurélie – FOUREL Sylvain – RAMORA Anna

Pouvoirs de :

BASSO Béatrice pour GAUTIER Sandrine - DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc - MARTINEZ Mickaël pour PERRIER Thierry – PEETERS Fabien pour VIDAL Stéphane

**N° 2017 – 13 : AVENANT A LA CONVENTION D'ARCHIVAGE POUR LES DOCUMENTS
POSTÉRIEURS A 1982 CONCLUE AVEC LE CENTRE DE GESTION DE
L'HÉRAULT**

Séverine MONIN Adjointe au Maire déléguée à la jeunesse et Conseil Municipal des Jeunes rapporte que suite à la proposition préalable du Centre de Gestion 34, établie le 11/06/2014, la Ville a conclu un contrat pour la mise à disposition d'un archiviste sur une durée de 40 jours consécutifs afin de procéder au traitement d'un volume de 80,80 mètres de linéaires.

L'étendue du travail d'archivage s'avère important, et surtout des problématiques matérielles sont venues perturber son déroulement normal. La mission d'archivage n'a donc pu être achevée dans le délai escompté. Afin de parachever ce travail, il est donc nécessaire de convenir d'une intervention supplémentaire.

La durée de cette nouvelle mission est estimée à 12 jours calculés pour le traitement de 24 mètres linéaires. Le coût d'intervention s'élèverait à 162 euros par jour, soit un montant total de 1 944 euros TTC.

Cependant, afin de renforcer leur soutien aux collectivités en matière d'archivage, le Conseil départemental et le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault ont décidé de subventionner le traitement des archives contemporaines à hauteur de 10%.

Ainsi, le montant à la charge de la commune est de 1 749,60 euros TTC.

Un exemplaire du projet d'avenant à la convention conclue en 2014 et ses annexes ont été joints à la note de synthèse. Ils indiquent les modalités d'intervention, la durée et le coût détaillé de la mission. Au regard de ces éléments, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Autoriser le principe de conclusion de cet avenant,
- Autoriser Monsieur le Maire à signer cet avenant.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Séverine MONIN et après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **AUTORISE** le principe de conclusion de cet avenant,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cet avenant ainsi que tous les documents afférents à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an ci-dessus,
Pour extrait conforme, le 3 mars 2017.

Le Maire,



Jean-Luc MEISSONNIER